



Envoyé en préfecture le 26/03/2021

Reçu en préfecture le 26/03/2021

Affiché le



ID : 034-213400229-20210304-DLM2021_009V2-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-009 - Séance du 04/03/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	19	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le jeudi 4 mars à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis aux membres du conseil municipal le 25 février 2021.

Monsieur Martin FAURE est élu secrétaire de séance.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Bernard VIDAL, François RODENAS, Damien CORDEAU, Claire VITOU, François-Xavier CHAZOTTES, Valérie DALMAS, Séverine MONIN, Christophe DOLL, Olivier DURIX, Xavier POTAVIN, Martin FAURE.

Absent(s) représenté(s) :

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER, Christiane GAUBERT pouvoir à Christophe KASZUBA, Marie-France TEXIER pouvoir à Ludovic DUCAMP, Marie-Thérèse AMALVY pouvoir à Martin FAURE, Josiane DEVESA pouvoir à David CARBONELL, Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN, Virginie DURA pouvoir à Xavier POTAVIN, Patricia VANGREVELYNGHE pouvoir à Christophe DOLL, Olivier TAPIE pouvoir à Sandrine GAUTIER, Emilie CHENOT pouvoir à Bernard VIDAL.

**N° DLM-2021-009 - MANDAT AU CENTRE DE GESTION
POUR ORGANISER UNE MISE EN CONCURRENCE EN VUE D'UNE CONCLUSION
D'UNE CONVENTION DE PARTICIPATION AU RISQUE SANTÉ**

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, en particulier son article 22 bis ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, en particulier le 6^{ème} alinéa de son article 25 et son article 88-2 ;

Vu l'article L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la circulaire d'application n° RDFB1220789C du 25 mai 2012 ;

Vu l'avis favorable rendu par le comité technique du 1^{er} mars 2021 ;

Conformément à l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et les établissements publics locaux peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Conformément à l'article 88-2-I de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, sont éligibles à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité prévue à l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du Code des assurances ou vérifiée dans le cadre de la procédure de mise en concurrence prévue au II de l'article 88-2 précité.

Pour l'un ou l'autre ou pour l'ensemble des risques en matière de santé et prévoyance, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ont la faculté de conclure avec un des organismes mentionnés à l'article 88-2-II, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire permettant de vérifier que la condition de solidarité prévue à l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée est satisfaite, une convention de participation au titre d'un contrat ou règlement à adhésion individuelle et facultative réservée à leurs agents.

Conformément au 6^{ème} alinéa de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, les centres de gestion peuvent conclure, pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent, avec un des organismes mentionnés au I de l'article 88-2 une convention de participation dans les conditions prévues au II du même article.

Conformément aux prescriptions de la circulaire n° RDFB1220789C du 25 mai 2012, les centres de gestion ne peuvent pas prendre l'initiative d'une mise en concurrence pour la

conclusion d'une convention de participation sans avoir r
territoriales et d'établissements publics locaux.

Il est proposé au conseil municipal de donner mandat au CDG 34 pour organiser une
procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation
relative au risque santé.

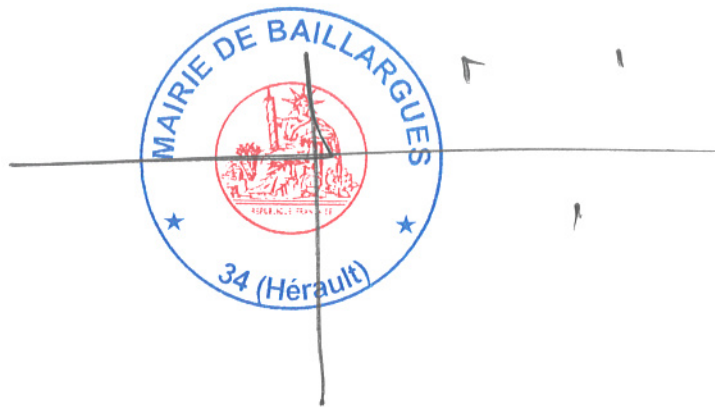
Sur le rapport de François RODENAS, conseiller municipal

ADOpte à l'unanimité cette délibération.

Pour extrait conforme,

Le jeudi 4 mars,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».

